

## LA CIVILISATION SCIENTIFIQUE

(Extrait de l'ouvrage : « La Démocratie européenne, mythe ou réalité ? »)

### **La puissance est désormais inhérente au déploiement de l'intelligence**

A cette question : « D'où provient l'essentiel des richesses depuis le milieu du XIXe siècle ? » La réponse est claire : des entreprises industrielles et commerciales.

La rupture est si nette avec les périodes précédentes, qu'aujourd'hui, dans la plupart des pays industrialisés, l'agriculture est devenue, au travers de toutes sortes de subventions, consommatrice nette de richesses. Par exemple, en Suisse, la catégorie socio-professionnelle des paysans, qui comprend 190 000 personnes, coûte 8 milliards de francs annuellement à la collectivité.

Non seulement les entreprises n'ont pratiquement plus aucun lien avec la terre, mais leurs activités, de surcroît, reposent sur des exigences qui réfutent l'enracinement dans des lieux, des habitudes, des traditions; elles se jouent des frontières, elles s'intéressent à tous les hommes, quelles que soient leurs origines, elles guettent toutes les innovations techniques, d'où qu'elles proviennent, elles recherchent constamment de nouveaux produits et de nouveaux débouchés. Par rapport à la terre, les entreprises, à la grande confusion des politiciens qui y voient une trahison, ont la faculté de se déplacer, et l'on parle alors de « délocalisation ». C'est pourquoi **l'autorité de l'Etat, héritier de l'ordre agraire, qui n'a d'autre choix que de s'imposer sur une unité territoriale, c'est sa définition même, se découvre être la proie d'une contradiction mortelle : d'un côté il tire sa puissance de l'entreprise, puisque c'est elle qui désormais produit la richesse, mais de l'autre, il n'a plus qu'une influence limitée sur l'économie et la finance; il veut imposer son autorité, mais il doit se plier aux exigences de l'activité entrepreneuriale.**

Au total, un Etat qui a le souci de sa propre puissance et de la prospérité du peuple sur lequel il exerce son autorité doit encourager l'entreprise, même si celle-ci a pour conséquence de diluer ses propres frontières et de nier les fondements nécessairement locaux de son autorité.

Par exemple, des notions telles que **la géostratégie ou l'équilibre des forces en politique internationale n'ont de signification que par rapport aux ambitions territoriales; elles ne continuent à être valorisées que dans la perspective d'une politique de puissance classique, mais elles perdent pratiquement tout sens par rapport aux enjeux scientifiques, techniques, commerciaux et financiers de la puissance,** telle que celle-ci s'inscrit aujourd'hui dans les faits. L'ultime raison pour laquelle les

préoccupations géostratégiques jouent encore aujourd'hui un rôle décisif, c'est le pétrole sans lequel, pour quelques temps encore, la civilisation scientifique s'effondrerait. Les relations du monde arabe avec l'ensemble de l'humanité n'auraient pas ce caractère tragique si le pétrole ne venait pas brouiller les cartes. Une autre source d'énergie serait-elle disponible aujourd'hui, et l'Occident abandonnerait ce vaste ensemble à sa triste destinée, comme il le fait de l'Afrique.

Pour cette raison, l'adhésion des politiciens à la vie des entreprises et aux préoccupations des entrepreneurs est soumise à cette contradiction : l'Etat héritier de l'ère agraire croit qu'il est de son devoir d'affirmer sa puissance dans le monde et, pour cela, il compte sur les entreprises qui ont pour champ d'activité le monde dans son ensemble. L'Etat est désormais soumis à des impératifs qui le dépassent puisqu'ils sont universels et qu'ils n'ont de signification qu'à l'échelle mondiale.

Page suivante : [Le principe axial](#)